

Identité, natalité ou les avatars d'une conférence internationale

Iman Farag



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/487>
DOI : 10.4000/ema.487
ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994
Pagination : 43-66
ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Iman Farag, « Identité, natalité ou les avatars d'une conférence internationale », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Première série, L'Égypte en débats, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/487> ; DOI : 10.4000/ema.487

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

Identité, natalité ou les avatars d'une conférence internationale

Iman Farag

- 1 Les lignes blanches n'ont jamais été aussi blanches, le bitume plus reluisant et les uniformes des agents de la circulation plus impeccables. Les façades — juste les façades — des immeubles donnant sur le circuit des visiteurs ont été repeintes. Les balustrades des autoponts ont été passées au vert et les bordures des trottoirs aux noir et blanc réglementaires. Des « campagnes d'assainissement » ont pris pour cibles mendiants, clochards et « SDF » qui « défigurent l'image du Caire ». Des panneaux publicitaires dérobent aux regards indiscrets les paysages urbains peu flatteurs. Des opérations de rénovation éclair ont été menées dans les quartiers touristiques. Du jour au lendemain, des terre-pleins à la vocation indéfinie se sont transformés en pelouses verdoyantes, témoins du « miracle égyptien » : galvanisés par le défi, bousculés par l'urgence, on réalise en quelques jours ce pour quoi il faut généralement compter des années, et la troisième Conférence internationale sur la population et le développement (désormais CIPD), tenue au Caire du 5 au 13 septembre 1994, viendra s'ajouter dans les annales égyptiennes à ces moments privilégiés de fierté nationale à l'occasion desquels, selon l'adage de rigueur, « les Égyptiens ont prouvé qu'ils étaient capables de se mettre au temps du monde, dignes dépositaires de la civilisation millénaire dont ils sont les héritiers ».

La part du consensus

- 2 Ce n'est pas sacrifier au folklore national que de placer d'emblée le débat relatif à la CIPD sur un terrain qui est d'abord celui du consensus, alors même que la conférence a fait, par ailleurs, l'objet des appréciations les plus contradictoires. Echec total ou partiel, victoire spectaculaire ou mitigée, tout dépend des critères retenus et de ce qu'on en attendait. L'on a pu également constater avant, pendant et après la conférence, des glissements significatifs dans certains secteurs de l'opinion. Mais il ne s'est pas trouvé une seule plume, une seule voix qui n'ait chaudement salué, apprécié à sa juste valeur, voire exalté la qualité de l'organisation et de l'accueil que l'Égypte réservait à ses hôtes étrangers. De

l'absence de bouchons dans les rues à la trêve des actes de violence, en passant par ces milliers de fonctionnaires qui réalisaient leurs meilleures performances, tous ces aspects ont été mis en valeur. Au-delà, toutes les divergences étaient de mise, et l'événement qu'a constitué la CIPD illustre parfaitement la gestion et les représentations d'un « enjeu national » unanimement reconnu comme tel quoique diversement perçu. Un enjeu d'autant plus crucial qu'il engageait, face à l'Ailleurs et bien au-delà de l'État, « l'image du pays », sorte de soubassement sous-jacent de l'organisation du sens et de la perception de soi qui me semble expliquer la part de consensus qui a entouré l'événement.

- 3 Cette ville est belle, accueillante et organisée, comme le titre un article du sociologue Sa'd al-Dîn Ibrâhîm :

L'organisation de cette conférence au Caire, en Égypte, cœur du monde arabe, du continent africain, du monde musulman et du Sud est une grande victoire pour l'Égypte et les Égyptiens. Le monde entier a été ébloui par les capacités organisationnelles égyptiennes et, aux yeux de tous, le Caire est apparu comme une ville belle, chaleureuse et bien gérée. Sans exagérer, je pense que ce que l'Égypte a réalisé durant cette conférence — qu'aucune atteinte à la sécurité n'est venue troubler n'est rien de moins qu'une deuxième 'traversée', aussi importante que celle du canal en octobre 1973 ; une traversée à laquelle ont participé tant l'exécutif que les responsables de la sécurité, voire certains corps des forces armées, et avec eux le peuple égyptien tout entier dans les hôtels, les ONG, ainsi que chaque citoyen qui a veillé au calme et à la propreté du Caire. Une symphonie magistrale que n'ont pas réussi à troubler démagogues et extrémistes ; dans tout cela, ils ne représentaient rien de plus qu'une fausse note qui a permis de mettre en valeur l'harmonie de l'ensemble et la capacité des hommes civilisés à gérer leurs différences dans l'amitié¹.

- 4 Après tout, l'image que veut donner d'elle-même cette « Égypte des forums » n'est rien de plus — ou de moins — que sa propre vision d'elle-même, au bénéfice des améliorations de rigueur : exemplaire pour ses voisins et plus généralement pour les pays du Sud ; gestionnaire efficace et néanmoins chaleureuse et conviviale, pauvre tout en restant digne, tolérante sans sacrifier à la vigilance, moderne et fière de sa tradition, en un mot ; *ci-vi-li-sée*. C'est le terme qui revient le plus souvent, tant dans les discours officiels des responsables que dans ceux de l'opposition ou encore dans celui de l'homme de la rue, qui voyait d'un œil nouveau sa capitale. De cela, on peut être certain. Il est également sûr qu'au dernier soir de la conférence, le Caire de base avait repris ses droits, salués par un retour triomphal des klaxons refoulés. La globalisation a ses limites.
- 5 A l'image du pays se superposait la carte du monde. Selon quelles lignes est-il divisé ? Nord et Sud ? Chrétiens et musulmans ? Occidentaux et orientaux ? États et ONG ? Hommes et femmes ? Puissants et faibles ? Croyants et incroyants ? Modernes et traditionnels ? Avec pour vedettes incontestées Benazir Bhutto et Jean-Paul II (ce dernier en coulisses), la CIPD forçait à de nouvelles représentations du monde — dans le sens premier du terme — qui venaient déstabiliser les idées reçues mais qui pouvaient tout aussi bien les conforter. A ce niveau, la confrontation avec un enjeu présenté comme planétaire permettait de mesurer une fois de plus l'inépuisable capacité des acteurs locaux à reproduire les clôtures, à inventer et mettre à jour des systèmes de valeurs *ad hoc* : face à des *universaux* présumés hors desquels il n'y aurait point de modernité, quelle parade peut-il y avoir sinon le recours à un *spécifique* réputé immuable ? Risible revanche du temps local sur l'espace global, si l'on peut dire, pour ceux qui se perçoivent comme dépossédés de leur destin. Dès lors, tout est permis et l'efficace des discours est tout sauf une démarcation entre vraies et fausses questions.

6 Comparée à l'euphorie nationale et unitaire des grands jours, celle qui mobilise autour de l'équipe nationale de football par exemple², la seule qui autorise de parier de l'Égypte comme d'une entité — ne serait-ce que pour quelques heures —, la conférence n'aura pas transcendé les clivages politiques et idéologiques. Le caractère international et onusien de l'événement n'en a pas fait non plus une affaire d'État ou une de ces questions de politique étrangère neutres qui, en règle générale, passionnent peu. Si la CIPD a éveillé de telles passions en Égypte, c'est bien parce qu'elle se tenait au Caire. Dans cette rencontre entre le local et le global, où l'Autre intervient par sa présence physique sur le terrain/territoire égyptien — mieux, au cœur de la capitale —, les enjeux symboliques du politique font de la définition de cet Autre aux multiples visages (et, partant, de celle de soi) une question hautement problématique. Cet Autre auquel il faut cacher sa misère et dont on sait pourtant qu'il n'est pas dupe et qui sait qu'on le sait... Dans ce jeu, ils sont tous partie prenante, et c'est là que réside, me semble-t-il, la part du consensus.

Enoncer la divergence

7 Au-delà, il nous faut élucider les termes dans lesquels ont été formulées les critiques à l'égard de la CIPD, tant dans ses ambitions que dans ses résultats. Que le débat se déroule sur fond de polarisation de plus en plus rigide entre laïcistes et islamistes, cela est certain. Sur fond de violence et contre-violence qui minent également la légitimité d'un régime, certes. Et après tout, les débats sur la CIPD, avec leur fixation autour de questions morales transformées en enjeux politiques, ne font que confirmer une tendance : celle-là même qui se dessine à propos du débat sur le voile des écolières (voir, dans ce même numéro, l'article de A. Chellali). Enfin, il ne semble guère difficile — au prix de quelques entorses — de pouvoir accoler des étiquettes et dresser l'inventaire des prises de positions : laïcistes, islamistes, marxistes, nationalistes, etc. Mais l'on a vite fait de se rendre compte que les clivages ne sont pas exactement là où l'on aurait tendance à les chercher. Ce que la CIPD met à jour serait précisément la transivité des stocks de références que ces « familles politiques » partagent ou se disputent ou, en d'autres termes, le fait que l'on puisse, en *restant dans* le même, emprunter à ses adversaires politiques attirés. C'est qu'au moment où le discours développementaliste bat de l'aile et a du mal à survivre à l'utopie progressiste qui le portait, l'identitaire — qui n'en a jamais été si éloigné, mais ce n'est que rétrospectivement qu'on le « découvre » — vient à la rescousse. Inversement, l'utopie identitaire s'enrichit d'un langage et, qui sait, d'une base sociale. Et dans tout cela, un État qui ne peut aujourd'hui se réclamer d'aucun garant, ni social ni métasocial, se débrouille comme il peut.

8 Au-delà des prises de position conventionnelles — à la gauche la dénonciation de l'hégémonie économique, aux islamistes celle de l'invasion culturelle — le fait saillant de ce débat me semble résider dans cette collusion discrète, voire dans ce partage « non orchestré » des rôles entre ceux qui choisissent de placer les États-Unis — on reste dans l'ordre de l'énonciation — au rang de premier ennemi, et ceux qui s'y refusent. L'imagerie du Grand Satan n'est certes qu'une dimension du discours ; toutes les orientations, par ailleurs diversifiées, des courants politiques ne peuvent être réduites à cette dimension, pas plus que celle-ci ne peut totaliser le sens de leurs prises de position. Cependant, énoncer l'opposition aux États-Unis et à la « civilisation occidentale », c'est en quelque sorte se situer à l'intérieur d'un espace *dialogique*. Espace dont les limites restent floues, qui ne détermine pas en tant que tel des alliances politiques mais qui regroupe ceux pour qui la primauté et l'urgence politiques imposent de régler une fois pour toutes la question de l'identité collective de la société. A la faveur de cette lecture, morale et développement

ne sont plus l'apanage exclusif de telle ou telle option politique. La spécificité de ce débat, s'il en est, ne tient qu'à la manière dont ses protagonistes échafaudent leurs argumentaires en puisant dans plusieurs registres : ils sont d'autant plus efficaces qu'en se situant sur le terrain de la morale, les discours critiques à l'égard de la CIPD se présentent pour la plupart comme rationnels et éthico-religieux ; c'est en argumentant pour la rationalité de la religion comme fondement de l'éthique et pour la transcendance de la raison, si l'on peut dire, que ces fondements deviennent imparables et s'imposent comme des propédeutiques incontournables en dehors desquelles il n'est point de sens possible, donc de débat. C'est ce qui explique, semble-t-il, la focalisation de ce débat sur les moyens et les mesures d'accompagnement du contrôle des naissances, à défaut d'en examiner la logique, c'est-à-dire le statut dans des dispositifs d'« ingénierie sociale », en reléguant au second plan des questions dont la formulation supposait d'autres points de départ possibles.

- 9 Ce qui renforce le caractère hybride de ces prises de positions — qu'il faut voir avant tout comme l'expression de *tensions* — c'est enfin le fait que le débat autour de la CIPD permet de livrer des messages autant à l'intention du gouvernement que du reste des forces politiques, qu'il s'agisse de se solidariser avec l'État égyptien face à un défi de taille et face, aussi, à une contestation interne violente ou, *a contrario*, d'exprimer des distances, de dénoncer un régime qui fait le jeu des puissants à l'intérieur comme à l'extérieur. Enfin, sur quelles bases se constitue cet espace médian qui permet précisément de jouer la polysémie, à la frontière entre contestation et consensus, comme l'ont si bien fait par exemple certains des *'ulama* ? Tout cela, bien entendu, en tenant compte du regard de l'Autre, dont la présence réelle ou imaginée est ce qui fait la différence dans ce paysage. Présence dont l'effet est que les uns comme les autres, à commencer par les plus farouches défenseurs de la spécificité, affirment détenir la jonction privilégiée avec un universel que la CIPD, elle aussi, prétendait représenter³.

Aux origines d'un débat

- 10 A l'origine du débat, cet article du mois d'avril 1994 dans lequel 'Adil Husayn, éditorialiste d'*al-Sha'b*, énonce ce qui constituera l'armature de l'argumentaire de la mouvance islamiste — mais pas uniquement la sienne — tout au long de la période suivante. On y retrouve une dénonciation des thèses malthusiennes dont la remise au goût du jour s'inscrirait tout à la fois dans le cadre d'un complot contre la croissance démographique des musulmans, de la collusion entre les intérêts américains et les options du FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population), d'une mise en valeur des positions défendues par le Vatican dans le domaine de la contraception et du planning familial, de la dénonciation d'une dégradation morale que l'Occident cherche à propager en terre d'islam — le tout construit sur un double argumentaire dans lequel sciences et foi se renvoient la balle avec plus ou moins de bonheur.
- 11 En substance, tout ce qui se présente en termes de problèmes planétaires a pour objectif de consolider et d'étendre l'hégémonie américaine, et l'appel à la limitation des naissances s'inscrit pleinement dans cette perspective. Lancé par Malthus, cet appel se traduit par la promotion de politiques diaboliques qui justifient l'extermination des faibles sous prétexte d'insuffisance des ressources. Une théorie qui va à l'encontre des « promesses de Dieu qui se sont concrétisées à travers l'histoire ». Car en 1798, moment de la prophétie malthusienne, les hommes étaient moins de 2 milliards et le fait est que ce sont les ressources qui ont augmenté, bien plus que la population, entraînant une augmentation des niveaux de vie. L'Occident n'en a pas moins continué à crier à la

menace démographique et à partir de la même prophétie, jamais réalisée, était créé dans les années 70 le Club de Rome. Les raisons pour lesquelles on tient à ce mythe éculé s'expliquent par le fait qu'aujourd'hui, les changements d'équilibre démographique ne sont plus favorables à l'Occident. Une mutation qui a des causes multiples, mais qui renvoie selon l'auteur à « un mouvement global qui dépasse les volontés humaines, s'inscrit dans les desseins célestes et annonce la victoire imminente des croyants⁴ ».

- 12 Ce dont il s'agit ici n'est pas une imbrication de deux raisons, mais un va-et-vient entre l'une et l'autre qui permet au lecteur de se référer à celle de son choix, et à l'auteur de fonder doublement sa légitimité — ou, à l'inverse, de se voir contesté sur les deux tableaux, puisque bon nombre d'auteurs feront remarquer qu'en termes religieux et économiques, ce qui fait la différence est la qualité de l'élément humain et non sa quantité.
- 13 Ce à quoi l'auteur souscrit pleinement en faisant la distinction entre ce que seraient les conduites individuelles, immédiates, en matière de planning familial et celles, collectives et de longue durée, qui engagent l'avenir. S'agissant des premières, le refus des politiques de population en vigueur en Égypte ne devrait se traduire par davantage d'enfants que pour les familles qui en ont les moyens, puisque les politiques actuelles ont été conçues de manière à faire de la natalité un poids et non un atout. Mais ce ne sont pas les seules politiques possibles : « Comment justifier la limitation des naissances dans les pays musulmans alors qu'ils connaissent un déséquilibre flagrant entre ressources et population ? » Les premières sont sous-exploitées par rapport aux chiffres de la population. Il est vrai qu'inégalement réparties, ces ressources occasionnent luttes et tensions (entendons : la guerre du Golfe). Mais celles-ci ne sont que provisoires et la *sahwa* (éveil islamique) aura vite fait de les dépasser. Les politiques de contrôle des naissances adoptées aujourd'hui ne marqueront le marché du travail que dans quinze ans au moins, au moment où le besoin en main-d'œuvre se fera sentir et où les rapports entre pays favoriseront ces échanges. « Même à l'échelle de l'Égypte, la rareté des ressources — eau, terres cultivables et matières premières — ne justifie en rien cette fixation sur la limitation des naissances. S'agissant du déséquilibre entre ressources et population, il est proportionnellement préférable que la seconde soit supérieure aux premières que l'inverse. « Suit un double appel aux spécialistes de la futurologie pour qu'ils ouvrent le dossier des politiques de population en Égypte, et aux hommes d'al-Azhar pour qu'ils prononcent le « verdict de la religion⁵ ».

Mobilisations paradoxales

- 14 A l'approche de la conférence, la campagne *d'al-Sha'b* s'orientait vers des thèmes plus « porteurs ». Outre la dénonciation des visées occidentales et la critique de leurs présupposés éthiques et méthodologiques, il s'agissait d'examiner les dispositions concrètes du document du Caire, ses 'dessous' et ses mesures d'accompagnement : manifestations d'homosexuels atteints du sida, pressions américaines, l'aide étrangère conditionnée par l'acceptation égyptienne du document⁶, fonds publics déboursés en pure perte pour une opération dont l'ONU est supposée assurer le financement⁷. S'agissant du document en question, on déplore le peu de poids que représente la question du développement dans les travaux préparatoires, mais l'accent est mis sur ce qui sera désigné comme les « incompatibilités civilisationnelles »⁸ : avortement, relations sexuelles en dehors du mariage, autorité de la famille sur elle-même (c'est-à-dire sur l'épouse et les enfants !). Tout en entérinant ces réserves, la prise de position officielle des Frères musulmans, qui intervient quelques jours avant la CIPD, n'en fait pas moins bon

accueil aux hôtes de l'Égypte et tend surtout à conforter l'image qu'ils tentent désormais d'accréditer : celle d'hommes de dialogue⁹. Donner la vedette à ces thèmes a indubitablement permis de médiatiser le débat sur la CIPD. Et d'imposer aux divers protagonistes l'agenda de celui-ci. Paradoxalement, alors même qu'il s'agissait de porter la confrontation avec l'Occident à un niveau ontologique, si l'on peut dire, celle-ci se nourrissait de références occidentales ; il n'était plus possible d'accuser les islamistes d'étroitesse d'esprit, de démagogie ou de conservatisme puisque, du Vatican à la *moral majority*, désormais minoritaire¹⁰ —durant la conférence, *al-Sha'b* publie des interviews avec les représentants des associations américaines opposées à l'avortement, qui participent au forum des ONG — les réactions à la CIPD venaient conforter leurs positions. La défense des spécificités s'inscrivait ainsi dans « la vague de protestations mondiales » contre la CIPD, manière de discréditer une prétention à l'universel et d'en envisager d'autres formulations.

- 15 Pour contrer ce mouvement d'opinion, la page spéciale *d'al-Ahrâm* ne semblait plus suffisante. S'y adjoignent quelques 200 articles de spécialistes qui énoncent leurs positions — quelquefois critiques — et leur lecture des enjeux de la CIPD. Apologie des positions de l'État égyptien ou des impératifs du Nouvel ordre mondial, dénonciation de la dépendance en matière d'économie, de l'ingérence dans les choix des peuples, cris d'alarme face au sort fait à la question du développement : dans l'ensemble de ces articles, on ne trouvera que fort peu de pétitions de principe contre la conférence et de critiques des options égyptiennes en matière de politique démographique. Paradoxalement, les auteurs qui traitent de la dimension éthique des questions de population ne sont pas toujours parmi ceux qui se réfèrent aux religions et, dans la démarche de ces derniers, il s'agit davantage de sacrifier à un rituel inaugural qui permet d'introduire la suite. Mais ce débat n'étant après tout qu'un rituel politique, ce sont précisément ces rhétoriques, mises en scènes et modes d'énonciation qui renseignent sur les mutations politico-intellectuelles en cours.
- 16 En revanche, l'opinion islamiste, elle, y est largement fustigée. On l'accuse, notamment, de n'avoir pas consulté le document préparatoire du Caire, d'en avoir fait une lecture sélective et biaisée, ou de négliger les « vrais enjeux ».
- 17 « Chantage contre l'État et sabotage des politiques publiques », comme le titre un article :
 Nous avons soigneusement lu et longuement débattu du document de la conférence. Rien ne justifie les titres flamboyants d'une certaine presse d'opposition. Il y a là un procédé irresponsable et démagogique qui vise à haranguer les foules ; un lecteur mi-averti se rend facilement compte de l'utilisation malhabile et mal intentionnée des symboles religieux ; ils ont fait appel à Israël, au sionisme, à l'impérialisme et la privatisation, tous termes à connotation négative qui n'ont rien à voir avec la question, dans le simple but de provoquer les masses et de faire passer leur message tronqué¹¹.
- 18 Force est de constater pourtant que dans l'ensemble de ce débat, les « vrais enjeux », s'il en est, faisaient figure de parents pauvres. Sur le fond de la question démographique et à quelques exceptions près, rares ont été les réponses à un 'Adil Husayn, mettant en cause sa représentation des rapports entre ressources et population. L'on n'a eu droit qu'à la reprise des propositions onusiennes dominantes, ni assumées ni critiquées, mais qui « allaient de soi » et semblaient les seules possibles, les seules à détenir le monopole du « bon sens ».
- 19 Aussi notera-t-on l'intérêt de l'exceptionnelle « Défense de Malthus » par 'Abd al-Mun'im Saïd, nouveau directeur du Centre d'études politiques et stratégiques *d'al'Ahrâm*. En

substance, si la prophétie ne s'est pas réalisée, c'est bien la preuve de sa véracité : le cri d'alarme malthusien aurait entraîné une prise de conscience et des effets qui, eux-mêmes, auront évité le pire à l'humanité. Selon le même auteur, la parution des « Limites de la croissance » aurait eu le même effet dans les années 70¹².

Le(s) verdict(s) des 'ulama

- 20 Reprenant les termes qu'elle reprochait à ses adversaires, la riposte à la campagne des islamistes a elle aussi adopté les thèmes auxquels l'opinion était le plus sensible. Avortement, sexualité et famille éclipsaient « tout naturellement » les questions de développement, de ressources et population et autres pensums arides. C'est bien pour faire face à ces aspects précis de la campagne islamiste que l'État se réfugiera dans une position défensive ; au plus haut niveau de l'exécutif, les déclarations assurent que l'Égypte n'admettra rien qui soit contraire à la religion (qui semble totaliser en quelque sorte le sens de la souveraineté nationale). Ce à propos de quoi un journaliste feint de se demander : « Pourquoi ne pas contre-attaquer ? Pourquoi le gouvernement éprouve-t-il la nécessité de jurer à longueur de journée qu'il est bon musulman ?¹³ »
- 21 Est-ce l'État qui fait appel aux 'ulama ? S'agissait-il de parier sur la « pondération » de l'*'establishment* contre les prises de positions individuelles de 'ulama qui exprimaient haut et fort leurs convergences avec les positions de la mouvance islamique ? Ou sont-ce les 'ulama qui prennent collectivement l'initiative de « descendre sur le terrain », pour reprendre l'expression de 'Adil Husayn ? La chronologie des faits semble l'établir. Il est clair cependant que c'est bien la gestion politique qui, en dernière instance, crée les conditions de cette intervention ; à vouloir rallier les 'ulama pour se prémunir de la rencontre de ces derniers et des islamistes, l'État ne réussit — et n'a jusqu'ici réussi — qu'à renforcer leurs connivences. Les réponses des premiers ne sont pas sans lien avec les enjeux du moment ; on ne peut ignorer les effets, lointains peut-être mais néanmoins pervers, d'une *fatwa* délivrée par le *shaykh* Ibn Baz, gardien du wahabisme saoudien, et qui est à l'origine de l'absence de Riyad à la conférence (laquelle absence expliquerait, selon certains, celle du Liban).
- 22 Dans les colonnes d'*al-Sha'b*, d'*al-Ahrâr*, ce sont aussi quelquefois des 'ulama qui s'expriment. Ainsi du *shaykh* al-Ghazâli : « On ne trouve dans les documents préparatoires aucune allusion aux religions. Nous musulmans, devrions donc y participer en mettant de côté tout notre héritage culturel, et suivre la ligne rationalisante de gens qui se laissent guider par leurs instincts. 20.000 personnes débarquent au Caire pour nous imposer de mauvaises solutions, alors que l'islam a statué sur ces questions ; une conférence qui revient à encourager l'homosexualité et faire la propagande du préservatif. Cette conférence laïciste est un séisme qui va détruire ce qu'il nous reste de sens de la famille et de la morale¹⁴. » Ainsi du célèbre prédicateur Hafiz Salâma, qui intente un procès contre le premier ministre, le ministre de la Population et le procureur général, demandant d'annuler la CIPD. « Le document traite de questions relatives à la famille, aux rapports sexuels et à l'avortement d'une manière contraire aux préceptes divins et plus particulièrement à la *sharî'a*, source de la législation en vertu de la constitution.¹⁵ »
- 23 Plus complexe est la position du *shaykh* Sha'rawî le plus médiatique des prédicateurs : l'hebdomadaire *Rose al-Yûsuf* rapporte ses propos contradictoires livrés par la presse de l'opposition islamiste et la presse officielle¹⁶. Contradiction ou polysémie ? La question peut être étendue à l'ensemble du jeu. Pour l'État, la gestion de « l'effet 'ulama » n'a pas été simple. En fait d'autorité religieuse, il en existerait deux et la querelle entre le muftî de la République et le *shaykh* d'al-Azhar, qui remonte à plusieurs années¹⁷, a clairement

fait apparaître le double emploi et le conflit de compétences. Le ministre de la Population l'avait assuré à plusieurs reprises : pour l'Égypte, le planning familial est un problème réglé — entendons du point de vue religieux : de 1935 à nos jours, al-Azhar a délivré cinq *Fatwa* favorables au planning familial — en progrès par rapport au Vatican, comme on se plaît à le souligner. Pourtant, c'était sans prendre en compte de nouvelles données : les risques d'une rencontre objective de plus en plus étroite entre islamistes militants et *'ulama*, d'une part, et, d'autre part, la propension de ces derniers à étendre leur champ de compétences et de prise de parole à des pans plus larges de la pratique sociale. Du côté d'al-Azhar, la réserve est sévère et le communiqué publié par l'institution critique le document de travail de la CIPD sur plusieurs points, notamment le chapitre VII : outre la question de l'héritage, al-Azhar dénonce la remise en cause de la famille comme cellule de base de la société — la reconnaissance du droit des adolescents à une vie sexuelle constitue l'un des aspects de cette remise en cause —, l'admission des rapports sexuels en dehors du mariage — la mise à disposition des moyens contraceptifs sans condition de mariage le confirme —, et enfin l'avortement, approuvé sans restriction et dans des cas autres que ceux, restreint, prévus en islam¹⁸.

- 24 Du côté du *muftî* qui, lui aussi, a fait sa propre lecture du document, « il n'y trouve rien de contraire à l'islam » : ni promotion de l'homosexualité, mais prévention contre le sida, ni promotion de l'avortement mais prévention contre ses méfaits. L'islam n'admet ce dernier qu'en cas de grave nécessité, et c'est le médecin et l'homme de religion qui en décide. En revanche, il reproche au document ses allusions à des « formes de couples » qui pourraient être « diverses » — dans l'islam il n'y a que la famille qui tient —, la question de l'héritage, les répétitions, les longueurs (« long comme une nuit d'hiver », écrit-il poétiquement) et, surtout, sa traduction défectueuse vers l'arabe. 'J'espère', ajoute-t-il, « qu'il est clair maintenant qu'il n'y a pas de contradiction entre mes propos et ceux des différentes institutions islamiques, à commencer par al-Azhar pour laquelle nous n'éprouvons que respect et considération ; nous sommes tous ses fils qui coopérons pour le bien, et la divergence des opinions ne compromet pas la bonne entente¹⁹. »
- 25 On pourrait en dire long sur ces deux lectures tout aussi littéralistes l'une que l'autre et qui, pourtant, mènent à deux positions strictement opposées. Mais quelle est la nature de cette opposition ? Dans le fond, de divergences religieuses *stricto sensu* — et hormis la question de l'avortement en cas de viol ou d'inceste, que le *muftî* ne rejette pas d'emblée —, il n'y en a point. Pourtant, les deux dignitaires divergent sur la lecture qu'ils font tous deux du document : en d'autres termes, sur les prises de positions face à la CIPD, donc face à l'État. Une divergence dont il a été rendu compte en divers termes : *muftî* moderniste contre *shaykh* d'al-Azhar traditionnel ou wahabbite, pour les uns, ou le premier « suiviste et pro-gouvernemental » contre le second « musulman authentique », pour d'autres ; les deux explications ne semblent suffisantes que si elles se complètent. Le propre de la posture des *'ulama* est bien que l'investissement dans le politique s'accompagne de sa dénégation, voie royale pour le maintien et l'élargissement du « magistère moral »²⁰.
- 26 Il reste que les réserves émises par l'Égypte à la veille de la conférence, réitérées tout au long des travaux et sur lesquelles le ministre égyptien des Affaires étrangères a lourdement insisté en session finale, semblent avoir réellement pris en compte la mise au point d'al-Azhar, qui s'en est d'ailleurs félicité en réaffirmant son soutien au président de la République. Concession symbolique peut-être, mais en ces matières, qu'est-ce qui n'est pas symbole ? Tout semble donc être rentré dans l'ordre. A une exception près, c'est que

dans le public, il en est qui prétendent ne plus savoir à quel saint se vouer, si l'on peut dire. *Muftî* et *shaykh* d'al-Azhar : qui des deux consulter quand se posent des questions religieuses ? Dans les pages religieuses des Journaux officiels et dans les propos même du *muftî*, la question est dédramatisée : *ikhtilâf al-umma rahma* (la divergence au sein de l'Umma est une grâce), comme le dit un *hadîth*. La multiplicité des avis religieux autorisés serait en quelque sorte une défense contre l'unanimisme. D'aucuns ont cru y trouver une preuve supplémentaire de l'effectivité du pluralisme politique dans l'Égypte de Moubarak.

- 27 Cette « présence du religieux » dans le débat autour de la CIPD peut faire l'objet de deux lectures inverses et pourtant complémentaires. Dans la première, on retiendra l'omniprésence d'un référent ultime et obligatoire, voire d'une chape de plomb qui prétend régir tout les registres de la vie en société. Dans la seconde, ce serait son instrumentalisation outrancière elle-même qui viderait de sa substance ce référent. Telles qu'elles se concrétisent dans le réel, les pratiques sont à mi-chemin entre ces deux lectures. Elles se délaissent davantage par les positions des acteurs dans un champ donné que par leur identité présumée. Ainsi, il ne fait pas de doute qu'au Ministère égyptien des Affaires étrangères ou dans celui de la Population — les deux organismes les plus directement concernés par la CIPD — ou encore au sein du collectif des ONG égyptiennes, la dimension religieuse du débat sur la population fait l'objet d'une gestion au même titre que d'autres dimensions. Cette gestion, quelles qu'en soient les finalités et les modalités, ressortit aussi de la sécularisation. Un processus qui n'est pas irréversible certes, mais qui n'est jamais achevé non plus.

Objectiver le débat

- 28 Ce qu'il faut en penser pour être dans le vrai, l'authentique et le moderne : c'est dans ces termes qu'une autre composante de l'opinion a entrepris de se positionner. Pour les courants qui s'identifient à la gauche, il s'agissait de revenir sur les « vrais enjeux » : développement et dénonciation de la dépendance économique. Il s'agissait également de doser consensus et divergences de manière à éviter de paraître accorder un soutien sans contrepartie au « régime », tout en préservant les impératifs qu'impose le ralliement à « l'État » sur un enjeu national et enfin, pour certains, de maximiser les acquis d'une lutte commune contre l'islam politique, dont la CIPD donnait l'occasion. Pour d'autres encore, ce positionnement passait par la reprise, tout en les relativisant ou en les « rationalisant », des thèses de la campagne islamiste, esquisse en filigrane de futures recompositions politiques. Ici, les convergences passent moins par l'identité des discours — les exemples les plus parlants ne sont pas les plus caricaturaux — que par l'identification de l'ennemi commun. Jusqu'où celle-ci autorise-t-elle les convergences ? Et comment ces dernières s'expriment-elles dans le langage politique à travers des modes d'énonciation qui peuvent diverger jusqu'à affirmer une chose et son contraire ? C'est, me semble-t-il, l'enjeu des luttes internes en cours au sein de la gauche aujourd'hui,
- 29 Les interventions dans le débat autour de la CIPD sont exemplaires de ces tensions. Certaines avalisent les arguments de la campagne islamiste, d'autres les rejettent, et la plupart tentent de les relativiser ou, en d'autres termes, de mettre en exergue — notamment dans les grands titres — l'importance de la dimension éthico-religieuse pour dire ensuite qu'elle n'est pas la plus importante et pour centrer le débat sur les « vrais enjeux » : ceux du développement et de la répartition des ressources. Il reste que, dans l'ensemble, fort rares ont été les interventions qui ont pris le risque de contourner les termes moraux et identitaires du débat imposé par la campagne des islamistes²¹.

- 30 Ainsi de cet éditorial d'*al-'Arabi*, organe du parti nassérien qui mobilise les catégories du halal et du *harâm* (le licite et l'illicite) pour expliquer que les aspects les plus illicites de la CIPD ne sont pas ceux qu'on croit : il y a certes à redire sur les dimensions éthiques des questions de population, mais bien plus « *harâm* » est le renoncement à la souveraineté nationale face à une réorganisation du monde à l'américaine²².
- 31 Ainsi de cet article de Muhammad al-Imâm, un des vétérans de la planification économique nassérienne qui fustige tout autant les responsables qui ne retiennent de la CIPD que l'aubaine touristique, que ceux qui détournent le débat de ses enjeux, « pour qui le monde n'est que sexualité et qui ne voient la religion que par la lorgnette de la sexualité ». Plus globalement, sa critique porte sur les impensés et les non-dits de la CIPD : interdépendance, mondialisation et libéralisme économique comme fatalité, puisque fin de l'histoire. « Quand on a fait le choix de s'en remettre aux forces du marché en reniant les valeurs qui ont accompagné les indépendances, il faut bien aller jusqu'au bout. (...) La CIPD ne discute pas des mesures nécessaires pour améliorer la qualité de la vie dans les pays en développement, mais seulement de celles qui visent à réduire leur croissance démographique. En l'absence d'une telle perspective, ces pays acceptent les systèmes qui leurs sont imposés, acceptent de se plier aux exigences de l'aide étrangère conditionnée et d'aller jusqu'au bout de ce qui a été amorcé à Rio ; sous prétexte que nous vivons sur une même planète, un individu qui attrape une grippe dans les pays sous-développés doit être exterminé pour ne pas gêner les peuples occidentaux élus. Après l'ère des « réformes », la CIPD consacre la naissance d'une nouvelle ère, celle de l'orthopédie, et de la punition²³. » L'article en question avait pour sous-titre : « On nous demande de nous livrer aux mains de la civilisation de l'homosexualité et de la privatisation ».
- 32 Restructurer la carte de la population mondiale va de pair avec la restructuration des rapports Nord-Sud. Identifier les vraies causes des crises du Sud, telle doit être la question qu'il faut se poser selon 'Awâtif 'Abd al-Rahmân, membre du Rassemblement progressiste et du comité de défense de la culture arabe (comité engagé dans la lutte contre la normalisation des rapports avec Israël). Non sans avoir reconnu auparavant que les réserves et les oppositions soulevées par les *'ulama* sont justifiées et bien fondées. Et c'est bien, semble-t-il, à ces derniers qu'elle explique qu'« il faut restituer dans leur contexte les pratiques dévoyées des sociétés occidentales. L'avortement et la reconnaissance des enfants illégitimes s'inscrivent dans la nature même des rapports qu'engendre le système capitaliste articulé aux valeurs occidentales. De tels problèmes ne concernent pas, par définition, les pays du Sud²⁴. »
- 33 La spécificité des problèmes du Sud et le fait que ceux-ci ne soient pas pris en compte par la CIPD est un thème commun à toutes les critiques. Cependant, les prises de position qui en découlent sont différentes. Pour les uns, mondialisation oblige, il faut accepter la CIPD comme compromis planétaire, donc fatalement insatisfaisant, et n'en retenir que ce qui intéresse les sociétés concernées, a *fortiori* quand il s'agit de résolutions non contraignantes et plus encore de pratiques privées sur lesquelles les pouvoirs nationaux et supranationaux n'ont que peu de prise. Pour d'autres, les contraintes et les pressions sont un fait. Plus encore, l'inégalité des cultures comme postulat latent, qui lui-même commande en quelque sorte l'incompatibilité des intérêts, est ce qui constitue le terrain principal de la confrontation. Postulat d'autant moins acceptable que l'hégémonie occidentale prend pour cible des sociétés et des cultures « vertueuses », donc supérieures et qui se perçoivent comme telles.

- 34 C'est, me semble-t-il, le sens des propos de Galâl Âmîn. Economiste critique, professeur à l'université américaine du Caire, auteur de plusieurs ouvrages de référence, notamment sur la politique d'ouverture économique égyptienne, ses propos relatifs à la CIPD tiennent de la trajectoire personnelle d'un économiste qui constate à la fois les limites des théories explicatives mais aussi des projets qu'il a — avec toute une génération — contribué à mettre en œuvre. Cela se traduit, d'une part, par un investissement dans l'extra-économique et, de l'autre, par une remise en cause des « fondements de la rationalité » qui aura jusqu'ici guidé les prises de position. Une telle conversion ne peut qu'être favorisée par le contexte : quant à l'impuissance et à la corruption du régime, s'y juxtapose un discours étatique des Lumières qui est censé contrer la contestation islamiste/identitaire, rejetée du côté des ténèbres et de l'obscurantisme ; il en est qui, par haine du régime, répudient toute identification possible avec celui-ci jusqu'à renier les postures politico-intellectuelles qui étaient les leurs. Il faut donc aller au-delà de l'adversaire désigné quand l'auteur décrit le sous-développement comme « un sentiment de honte face à l'Occident ». Il faut également voir dans ces propos l'expression d'une véritable tension, celle qui passe à travers les forces politiques, voire à travers l'individu. Il n'est pas sans intérêt de noter que cet article — « La CIPD et le sentiment de honte » — a fait l'objet de violentes critiques du côté des partisans des Lumières. Les adversaires de ces derniers se sont empressés d'en prendre la défense.

La question ne porte pas sur les laïcistes et les tenants du *turâth* (patrimoine. NDLR) : il en est, parmi les premiers, qui n'ont pas ce sentiment et, parmi les seconds, il en est qui, nonobstant leur chauvinisme, aspirent à jouir des richesses et des produits de l'Occident. (...) Dans chaque paragraphe du document de la CIPD, on pressent le relent d'une civilisation bien précise et d'un style de vie : celui de l'Europe occidentale et des États-Unis. Ils veulent notre consentement comme si ces orientations rendaient compte de nos préférences. La langue onusienne tente de couvrir ce relent et de faire comme si le monde avait les mêmes intérêts non antagonistes et les mêmes valeurs. On trouve tout, dans le document, sur les questions de population et les rapports sexuels, rien sur le manage et la famille. Les relations sexuelles hors du mariage sont considérées comme un droit individuel à respecter. (...) Une vision qui fait de l'individu le pivot central, dont tous les désirs doivent être acceptés... Combien cela paraît étrange, même en regard des sociétés occidentales d'il y a vingt ans ! (...) La CIPD, ce qui s'est passé avant et pendant et l'attitude des médias montrent combien profond est le sentiment de honte de notre gouvernement. (...) Pourquoi déployer tant de peine pour obtenir la grâce des étrangers ? Pourquoi une présentatrice de la télévision insiste-t-elle autant pour que l'hôte étranger salue la gentillesse et la générosité des Égyptiens ? Que les étrangers nous considèrent comme gentils ou non, quelle importance cela peut-il bien avoir ? (...) Pourquoi la planification démographique est-elle souhaitable, en dépit de l'atteinte à la liberté individuelle, alors qu'elle est considérée comme une hérésie partout ailleurs ? Pourquoi le langage planétaire vaut-il quand il s'agit de nos sociétés, alors qu'il est rejeté dès qu'il s'agit de leurs propres sociétés, par exemple de leurs politiques d'immigration ?²⁵

- 35 En s'inscrivant en faux contre ce qui a été décrit plus haut comme « l'image du pays », une telle prise de position va-t-elle à rencontre du consensus ? Plus qu'aucune autre, elle me semble au contraire le confirmer. A l'heure des bilans (cf. Annexe), les conflits, eux, apparaissent tels que les aurait décrits Georges Simmel : des « instances de socialisation ». Limites des cultures, limites de la planète
- 36 Tout en introduisant un semblant de cohérence dans le foisonnement des débats suscités par la CIPD, faire là part des choses entre identité et développement reste un exercice

arbitraire, voire réducteur. En un sens, les questions suscitées par la CIPD, tant celles « portées par la morale » que celles portant sur le développement, ne sont en quelque sorte qu'une exemplification de la question majeure : est-il possible de formuler ce langage planétaire capable d'exprimer le postulat d'égalité des cultures et d'interdépendance des intérêts, alors que partout ailleurs les écarts se creusent ? La mondialisation pourrait-elle être autre chose que le travestissement, pour des raisons esthétiques, de la logique des dominants ? La CIPD aura eu pour effet de mettre en évidence le terrain que constituent les « luttes symboliques ». Rejetées dans le non-sens par les uns, revendiquées par d'autres, elles n'en constituent pas moins une donnée incontournable par rapport à laquelle les uns et les autres se situent. S'agissant des symboles, ceux qui affirment ne pas s'y investir ne sont pas ceux qui en produisent le moins. Outre le regain des conservatismes religieux, qui a réussi à polariser les attentions, il y aurait par exemple à réfléchir sur l'impensé que recouvre la mise en scène des ONG comme acteurs sur la scène internationale. Il y aurait enfin à revenir sur cette dichotomie « spontanée » en vertu de laquelle les uns se battent pour des valeurs pendant que d'autres se battent pour des intérêts.

ANNEXES

Annexes

« Félicitations aux fondamentalistes catholiques et musulmans, patience et condoléances pour les pauvres » — Amina Shafiq, *al-Ahâlî*, 2/9/94.

de la CIPD au Caire, notamment
listes égyptiens, de l'autre ;
au Caire qu'à Rio auparavant,
Autant l'on est heureux que
nes conditions, autant l'on
Des résultats qui, en effet, déçoivent
isent riches et prospères.
leur agenda à la CIPD de
re leurs intérêts. Les pays
un agenda qui était en leur
faveur.

Il s'agissait à l'origine de population, c'est-à-dire des politiques démographiques en mesure de déboucher sur un équilibre de la croissance de la population, et de développement — c'est-à-dire de l'accroissement des ressources économiques et sociales de cette même population. Les deux questions auraient dû être discutées simultanément. Le fait est que le fondamentalisme a tout fait pour marginaliser ces dernières à la faveur de deux autres, qui sont l'avortement et la liberté sexuelle. A cela, ils ont cru bon de rajouter la question de l'éducation sexuelle sous prétexte qu'il s'agit d'une forme de permissivité que refusent les religions. Les gouvernements occidentaux qui tentent d'écraser les peuples pauvres n'en demandaient pas tant. Ainsi a-t-on longuement devisé

à propos d'avortement et de pratiques sexuelles, mais de développement, il n'en a été question que fort peu. Les ONG avaient perçu ce virage dangereux et ont tenté d'exercer des pressions jusqu'au dernier jour de la conférence pour la ramener à son objectif initial, mais elles n'ont pu faire face au chantage que fondamentalistes catholiques et musulmans ont exercé sur les délégations officielles.

nt ses prises de
n Amérique latine. En
listes musulmans. Et
ve les intérêts de l'Occident
peuples musulmans. En axant
elle, et en négligeant les
t fourni à l'Occident les moyens
de réussir son complot. Les gouvernements occidentaux mettent en valeur les aspects qui les
st la leçon de Vienne et de Rio.
ns de liberté sexuelle et
ent, sans plus. Des discussions
abes et égyptiennes. Sur
ent comme moyen de planning
yptiennes, qui a été élaboré
cument des ONG arabes. En
exuelles en dehors des liens du
ations arabes qui ont l'habitude de
lles-ci fassent l'objet d'un tel
et les cultures de leurs
es débats.

éalités économiques
d'avortements par an, à
risques pour la plupart, 90 % se passent dans le tiers monde : ceci n'est pas sans lien avec la
logique religieuse, qui traite de
sont les femmes pauvres
dérations qui ont primé ; pour
s et sanitaires des femmes qui ne
ent à des avortements
és, quelle que soit leur
ée des emplois peut permettre
pour cette raison que les ONG
(...) Prises au piège de la foi et de
'interdit religieux, profitant aux
s peuples pauvres pour
discours circonstancié sur la dette, la
s en charge qu'un tiers
deux tiers restants sont à
s peuples de ces pays.

« Ceux qui mesurent nos succès à l'aune des modifications obtenues se trompent » — 'Adil Husayn, *al-Sha'b*, 23 septembre 1994.

a conférence
, nous ne pouvons que saluer
ntribué à sa réussite. Tout
emblée. NDLR) à la tête de l'Union
nt l'importance du
ypte sur la scène internationale.
t dilapidées par un
étaient de ceux qui
a CIPD a mises à jour
ypte devenait le Japon arabe ? Si,
faveur des Arabes et des
musulmans, et non des États-Unis ?

sa situation géographique et
nférence au Caire ? Ces pays
risme en Égypte sont ceux-là
t qui y ont envoyé plus de 20.000
lée en paix sans qu'un seul
ait là et qu'ils ont choisi de le
— à raison — qu'un accueil
mesures criminelles qu'ils
ypte pour réaliser l'étendue dé
ceux qui prétendent que les
entent une lourde charge pour
ère et qu'il conviendrait
ainsi de concerter les efforts pour diminuer leur nombre.

te une victoire obtenue par l'aide
g des conférences
'avaient rencontré aucune
cune réserve. Ils ne pouvaient
veille et tout au long de la
nimer dès le mois d'avril. En dépit de
apides qui ont précédé la CIPD. La
eux, au pire de fomentateurs de
sédition qui encouragent le terrorisme. Ils ont juré que rien, dans le document, n'était contraire
. Mais tout change le jour où
possible de nous ignorer. Et le
aucune décision contraire à la
nce, reprenant ce que nous
oquent les dissensions, les
pays musulmans et les
document (notamment le
e rigueur se poursuivaient et,
es, c'est-à-dire nous !
Surprenant.

avec d'importants amendements et
ce seul aspect. Ce n'est pas

ne ;
musulmans également s'ils
du mal.

après la conférence du

toutes parts et c'est une victoire
tristes de ce pays, nous
religion et ses
ent de celui de l'Occident
t ces propos et revendiquaient la
politique. Le dialogue mouvementé
arés depuis plusieurs
vons de sacré et contre nos
une minute leur identité
sé que les appels à la
le sont pour d'autres et qu'ils
, nos valeurs religieuses doivent
tèmes. Islamistes et laïcistes
tère des Affaires étrangères —
n'ont pas réalisé cela : ils
au sein de la conférence ; il est certain
étendue de l'événement ; mieux, ils y
ont participé.

dans l'arène, suivie
s : là aussi, toutes les tentatives
iel » et un islam « oppositionnel »
dit extrémiste ont échoué. Avec l'éveil islamique contemporain, ce sont tous les *'ulama* et tous les
endre la loi de Dieu, tout en
ntionner la position de
usé le document du péché et
re confirmée et
sauvegardée l'unité nationale.

Enfin, face au consensus des *'ulama* et du public, ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui ont
epté le document
ère individuelle et, peu à
nt constituées en bloc au sein
une coopération étroite avec le
derne, que l'on relève un
ense des préceptes
ion de la conférence islamique
les peuples se trouvent être
musulmans par héritage ; au sein de cette organisation, les pays tentent d'examiner leurs
religion n'interfère. Ce qui s'est
passé au Caire dans ce domaine est une première.

En parallèle aux changements intervenus du côté de l'*Umma* musulmane, le Vatican lui
aussi changeait. Il faut lui reconnaître l'initiative de l'opposition à la conférence et
reconnaître également qu'il était seul à manifester son opposition lors des deux
précédentes conférences. Mais sa campagne n'a porté ses fruits qu'au Caire car le Vatican

est aujourd'hui — et il le reconnaît — en marge des sociétés occidentales modernes et concentre ses activités en direction des sociétés qui ont maintenu leur authenticité et leurs traditions. Il reste que les résultats n'auraient pas été les mêmes si n'était intervenu l'éveil des multitudes dans les sociétés musulmanes, qui n'ont pas hésité à joindre leurs efforts à ceux du Vatican. Nous voici donc face à deux changements majeurs : le premier est cette coopération entre croyants musulmans et chrétiens de par le monde contre le camp des laïcistes, partisans du plaisir sans frein, sans crainte de Dieu ni du Jugement dernier. Une telle coopération autour d'un enjeu stratégique lié à l'avenir de l'humanité est aussi sans précédent dans l'histoire moderne et annonce de nouvelles relations internationales qui prennent fait et cause pour les faibles. En second lieu, au sein même de l'*Umma* musulmane, les gouvernants prennent en compte l'éveil islamique ; quand bien même cela reste conjoncturel ou pure hypocrisie, c'est un fait positif. Le recul des gouvernants laïcistes confirme l'attachement à leur foi de ceux qui appellent à l'application de la *shari'a* et attire dans les rangs des partisans de la solution islamique ceux qui, jusque-là, doutaient ou hésitaient.

NOTES

1. *Al-Ahâli*, 2/9/94.
2. Aclimandos T., « Mondialomania », *Égypte/Monde arabe* n° 2, 1990.
3. A la veille de la CIPD, le journal *al-Sha'b* (organe du Parti du Travail) publiait, en pleine page et en anglais, un appel du Schiller Institute : « Stop the UN's Killer Conference ». Sans une seule indication en arabe, le message était, semble-t-il, adressé aux participants de la conférence, l'opposition islamique préparant elle aussi l'accueil des hôtes du Caire. En substance, la déclaration fustige les dérives malthusiennes de la conférence, la prétention de l'ONU à se substituer aux États, la destruction de la famille, la promotion de l'avortement, de la stérilisation et de l'euthanasie comme moyens de stabilisation de la croissance démographique. Au détour, le communiqué dénonce Boutros Ghali, « le type d'individu désigné pour administrer *this brave new order*. Il est issu d'une riche famille égyptienne dont les relations étroites avec l'impérialisme britannique remontent à son grand-père, Boutros Pasha, qui a signé le traité de 1899 ». On retrouve parmi les signataires des hommes de religion chrétiens et musulmans originaires des États-Unis (dont des évêques coptes), d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Australie, ainsi que des militaires péruviens, des chevaliers de l'Ordre de Malte, des associations religieuses, voire le Comité de défense des droits *shar'i* (opposition islamiste à la monarchie saoudienne), *al-Sha'b*, 2/9/94.
4. *Al-Sha'b*, 22/4/94.
5. *Al-Sha'b*, 9/8/94.
6. *Al-Sha'b*, 9/8/94.
7. *Al-Sha'b*, 2/8/94.
8. *Al-Ahrâm*, 9/8/94.
9. *Al-Sha'b*, 22/8/94, déclaration des Frères musulmans.
10. Ainsi, on soulignera le « fait » que Clinton ait été élu par les homosexuels. On passera sous silence que, lors de la précédente conférence de Bucarest, un autre président des États-Unis, Ronald Reagan, partageait les positions défendues aujourd'hui par le Vatican et les islamistes.

11. *Al-Ahrâm*, 29/8/94. Tout au long du mois d'août, *al-Ahrâr*, quotidien « non contrôlé » du parti des Libéraux, proche de la mouvance islamique,— alors que le journal lui-même fonctionne sur un collage de nationalisme/nassérisme/islamisme — publie une série d'articles en marge de la CIPD, dont voici les titres : « 25 milliards de dollars pour stopper la croissance démographique du monde musulman ; les 'ulama ouvrent le feu » — « Le gouvernement prétend que la croissance de la population annule les efforts de développement et les experts soulignent que la taille de la population n'est pas le problème » — « Clinton rend service aux homosexuels en leur accordant une légitimité dans la conférence » — « Le lobby sioniste derrière l'organisation de la conférence au Caire » — « *Ulama* et médecins refusent la conférence » — « 5 septembre : un jour noir dans l'histoire de l'Égypte » — « La permissivité sexuelle est un visa pour le sida » — « La conférence consacre l'hégémonie américaine » — « Une *fatwa* américaine : l'interdiction de la sodomie et de la permissivité est une atteinte aux droits de l'homme » — « Les avocats : la conférence est illégale, contraire à la Constitution et aux considérations morales et religieuses » — « Tentatives sionistes pour limiter le nombre des musulmans » — « La répartition équitable des ressources alimentaires est la seule solution au problème démographique dans le monde » — « La conférence est un appel à l'abolition de la famille ».

12. *Al-Ahrâm*, 11/9/94.

13. *Rose al-Yûsuf*, 14/8/94.

14. *Al-Sha'b*, 6/8/94.

15. *Al-Sha'b*, 22/8/94.

16. *Rose al-Yûsuf*, 19/9/94.

17. Conflit autour de la licéité de certaines transactions bancaires, approuvées par le *muftî*, condamnées par le *shaykh* d'al-Azhar. Au lendemain de la CIPD et à la suite de la diffusion par CNN, durant la conférence, d'un documentaire *live* sur l'excision en Égypte, diffusion qui fait scandale, nouveau conflit : pour le *muftî*, il s'agit d'une coutume qui n'a rien à voir avec la religion — elle n'est pas pratiquée dans les pays du Golfe, berceau de l'islam —, vraisemblablement néfaste du point de vue médical et c'est aux médecins de statuer. Pour le *shaykh*, qui publie un supplément à la revue *al-Azhar*, il s'agit d'une *sunna*, recommandable non seulement en tant que telle mais aussi pour ses effets bénéfiques du point de vue médical et moral.

18. Communiqué de l'Académie des recherches islamiques à l'occasion de la tenue de la CIPD au Caire. Publié dans *al-Ahrâm*. 11/8/94.

19. *Al-Ahrâm*. 24/8/94.

20. Sous certains aspects, les silences du *muftî* et du *shaykh* d'al-Azhar sont non moins éloquents que leur prise de parole — quand bien même ils n'en pensent pas moins ! Les prises de position à l'égard de la CIPD sont à mettre en parallèle avec le silence sur l'avenir de Jérusalem, au vu des derniers changements dans la région.

21. Voir par exemple Zaqi R., « La croissance démographique n'est pas le problème numéro un de l'Égypte », *al-'Arabi*, 5/9/94 ; Mansur F., « Surpopulation de la planète ou Nouvel ordre répressif ? », *al-Ahâli*, 28/9/94.

22. *Al-'Arabi*, 15/8/94.

23. *Al-'Arabi*, 22/8/94.

24. *Al-Ahrâm*, 14/8/94. Pour une réponse à l'argument « l'avortement, cela se passe ailleurs », voir « Not Only Western », *al-Ahram Weekly*, 28/7-3/8/94.

25. *Al-Ahâli*, 21/9/94.

INDEX

Mots-clés : démographie, famille, identité, islam, nation, débats

AUTEUR

IMAN FARAG

CEDEJ